

Jan Jacek Bruski
Université Jagiellonne

*L'alliance polono-ukrainienne en 1920 :
Pilsudski et Petlura ou un essai de reconstruction géopolitique de l'Europe Orientale*

Je souhaiterais commencer ma présentation de l'alliance polono-ukrainienne dans la petite localité ukrainienne de Volotchysk. Située au bord de la Zbroutch, une rivière qui sépare la Podolie de la Galicie orientale, en automne 1920, cette localité se trouva, de façon tout à fait inattendue, au centre de grands événements. Le 21 novembre, les environs de la bourgade se remplirent de milliers de gens qui se dirigeaient vers le pont sur la frontière. Leur évacuation vers le côté polonais dura plusieurs heures, au milieu des hennissements des chevaux et des cris des cochers. Voiture après voiture, les convois transportant les fonctionnaires ukrainiens, les réserves d'argent liquide et les archives gouvernementales battaient en retraite. Les chariots portant les mitrailleuses se faufilèrent sur le pont en dernier. La cavalerie bolchévique lancée à leur poursuite ne s'arrêta qu'à la vue de la garde polonaise stationnant sur la rive occidentale de la rivière. Ainsi s'achevait l'épopée de l'expédition militaire polono-ukrainienne vers Kiev qui avait commencé quelques sept mois plus tôt. L'épopée d'une alliance indissociable des noms de Piłsudski et de Petlura.

Pour comprendre les raisons de cette déroute, nous devons remonter dans le temps jusqu'aux événements de novembre 1918. La République Polonaise, qui renaissait alors après une captivité de plus de cent vingt ans, se trouva, presque sur le champ, face à la menace de la Russie soviétique. Même si les premiers chocs militaires ne devaient survenir que plusieurs semaines plus tard, dès le début, la confrontation était inévitable. Pour les bolchéviques, la Pologne indépendante constituait - comme le déclara Staline, à l'époque commissaire aux affaires des nationalités - l'élément principal de la "cloison" (en russe *sriedostienije*) qui freinait la marche de la révolution vers l'ouest. Dans un article publié quelques jours après l'accord d'armistice de Compiègne qui mettait fin à la Première Guerre mondiale et la prise du pouvoir de Pilsudski à Varsovie, Staline écrivait : " ces nains de "gouvernements nationaux" [les pays qui séparaient la Russie de l'Allemagne] rêvent d'éteindre l'incendie universel de la révolution en Europe, de conserver leur ridicule existence, de faire revenir la roue de l'histoire en arrière", ils seront pourtant balayés de la surface de la Terre.

Il fallait d'autant plus se débarrasser de la "cloison" polonaise que Varsovie manifestait des aspirations dangereuses pour les bolchéviques. En effet, sur les bords de la Vistule, la conviction que la sphère des intérêts de la Pologne s'étendait vers l'est, bien au-delà de ses frontières ethniques, était très répandue. On considérait comme naturelle la référence aux frontières d'avant les partages - celles de 1772. Une partie importante de l'opinion publique - celle dont les sympathies politiques allaient aux slogans des Démocrates Nationaux - se prononçait en faveur de l'inclusion à l'intérieur de l'état polonais d'une partie importante des territoires ukrainiens et biélorusses, et de leur polonisation ultérieure. Bien sûr, on se rendait compte qu'un pur et simple retour à la situation d'avant les partages n'était pas possible. La ligne de frontière proposée par la Démocratie Nationale, ou ligne Dmowski, établissait de fait la frontière de la République sur le tracé issu du second partage - celui de 1793, avec quelques corrections au profit de la Pologne. Il convient d'ajouter que, dans les projets des démocrates nationaux, il n'y avait pas de place pour une Ukraine indépendante. Son institution était perçue comme un danger plus sérieux que le voisinage immédiat avec la Russie. En effet, les démocrates nationaux considéraient que le mouvement ukrainien lui-même était un être artificiel, inspiré par les facteurs allemands et autrichiens hostiles à la Pologne. De plus, on craignait, à juste titre d'ailleurs, que, à peine né, le nouvel état revendiquerait aussitôt la Galicie Orientale - un territoire lié à la Pologne par des liens historiques et culturels très forts, mais majoritairement peuplé d'Ukrainiens et foyer de la renaissance nationale ukrainienne. Toutes ces raisons amenaient les Démocrates Nationaux à s'opposer catégoriquement au soutien des aspirations à l'indépendance exprimées par les Ukrainiens. Selon eux, elles conduisaient inévitablement à un conflit avec la Russie qui ne serait profitable qu'à l'Allemagne. Les traditionnelles sympathies pro-russes de ce milieu l'amenaient à croire qu'un accord avec Moscou était possible et qu'il apporterait une garantie aux intérêts polonais à l'Est.

Le camp lié au chef d'état Józef Piłsudski avait un tout autre regard sur ces questions. Ses revendications territoriales étaient plus modestes, mais son projet avait des conséquences plus dangereuses pour la Russie, que celle-ci soit "rouge" ou "blanche". Piłsudski décida de profiter du chaos révolutionnaire à l'Est et du vide politique provisoire qu'il engendrait sur de vastes territoires pour réaliser une grande vision politique qui, de façon un peu inexacte, sera appelée plus tard le projet fédéral. Le chef de l'état polonais était très sceptique quant à la possibilité d'arriver à un *modus vivendi* durable avec un voisin oriental expansionniste. Il

considérait que la République devait utiliser l'affaiblissement de l'empire russe pour réaliser une restructuration politique de l'Europe Orientale. Selon Piłsudski et ses partisans, on ne pouvait obtenir la sécurité de la Pologne qu'en repoussant durablement la Russie à l'Est et en l'enfermant dans les frontières du Grand-duché de Moscou du XVIème siècle. Ce plan présupposait que les périphéries non-russes se détachent de l'état russe. La République Polonaise devait donc soutenir les aspirations à l'indépendance des Baltes, des Biélorusses, des Ukrainiens et des peuples du Caucase. Le but ultime était de susciter, sous l'égide polonaise, une union stratégique étroite entre les territoires de la Pologne, l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie. Comme l'écrit l'éminent historien polonais, Andrzej Nowak, une telle union devait constituer "une alternative à la domination russe (ou germano-russe) sur l'Europe Centrale et Orientale". Quant à sa forme ultime, fédération, confédération ou alliance, il s'agissait d'une question ouverte, voire même secondaire. Sur ce point, Piłsudski n'avait pas de doctrine préétablie. Dans une célèbre lettre d'avril 1919 à Léon Wasilewski, il écrivait : "je ne veux être ni impérialiste, ni fédéraliste aussi longtemps que je n'aurai pas la possibilité de parler de ces affaires avec un tant soit peu de sérieux - et avec un revolver dans la poche". La question du "revolver", c'est-à-dire d'une force armée capable de trancher dans les affrontements à l'Est, était bien sûr primordiale.

Dans ce projet, c'est à l'Ukraine que Piłsudski donnait le rôle principal, en raison de son potentiel démographique et économique, mais surtout de sa position géostratégique. Il se souvenait très bien que l'état russe avait commencé à monter en puissance au XVIIème siècle en prenant appui sur le Dniepr. Mais la situation dans cette région était particulièrement compliquée. Depuis la fin de 1917, les territoires ukrainiens étaient devenus une arène de rivalités militaires et politiques acharnées. Les indépendantistes regroupés sous les drapeaux de la République Populaire Ukrainienne s'affrontaient avec les bolchéviques, les monarchistes réunis sous la bannière de l'hetman Skoropadsky et les forces de la Russie "blanche". Le pays était traversé par les armées allemandes et austro-hongroises, l'armée des volontaires d'Anton Dénikine, les forces des "rouges" et des régiments d'intervenants étrangers. Pour compléter ce tableau d'anarchie, il convient d'évoquer l'action d'atamans locaux autoproclamés, dont le célèbre Nestor Makhno en tête. Les habitants de Kiev ont affirmé, non sans exagération, que dans les années 1917-1920, la ville a changé dix huit fois de mains. Pour sa part, le grand écrivain Mikhaïl Boulgakov a noté : "Certains ont compté douze changements de pouvoir. Pour ma part, j'affirme catégoriquement qu'il y en eut quatorze, et même dix dont j'ai fait l'expérience personnelle".

La Russie bolchévique sortit vainqueur de ces affrontements vers la fin de 1919. Elle utilisait l'enseigne d'un gouvernement de marionnettes distinct installé à Kharkov. Le caractère fictif de cette entité était évident - tout comme l'est actuellement celui des "gouvernements populaires" de Lougansk ou de Donetsk, ce qui n'empêchait pas les bolchéviques de soutenir que les bords du Dniepr subissaient, non pas une intervention étrangère, mais une guerre civile. Les nouveaux gouvernants du Kremlin comprenaient parfaitement à quel point il était important pour eux de prendre le contrôle des terres ukrainiennes. Leurs premières tentatives eurent lieu dès la fin de 1917, tout de suite après la prise du pouvoir à Pétrograd et à Moscou. Le principal activiste de l'organisation bolchévique en Ukraine, Gueorgui Piatakov, exigeait ouvertement que, dans ce cas particulier, on renonce au slogan de Lénine sur le droit d'auto-détermination. Il argumentait que le mouvement national des Ukrainiens était "contraire aux intérêts du prolétariat", que "le prolétariat", c'est-à-dire les bolchéviques, ne pouvait pas se passer des ressources économiques de l'Ukraine. Il expliquait avec une étonnante franchise (je cite) : "L'existence de la Russie est impensable sans le sucre ukrainien, son industrie, son charbon, son blé, etc.". Cette conviction allait de pair avec l'idée que ces territoires constituaient une passerelle indispensable pour l'expansion de la révolution vers l'Ouest et le Sud. "Le couloir qui conduit vers l'Europe commence à Kiev", disait Karl Radek en automne 1918. Ainsi, en ce qui concerne la question ukrainienne, tout en partant de prémisses différentes, les créateurs du nouvel ordre social russe arrivaient au même point que leurs adversaires récents, ceux qui défendaient le trône des Romanov et l'autocratie.

Pour Piłsudski, la difficulté principale fut de trouver un allié du côté ukrainien. Le partenaire le plus crédible s'avéra être le groupe des indépendantistes réunis autour du Directoire de la République Populaire Ukrainienne (ou UNR, selon l'appellation ukrainienne). L'ataman suprême des armées de la UNR, Symon Petlura, en prit la tête au printemps 1919. C'était une personnalité particulièrement intéressante. Journaliste talentueux et leader de la social-démocratie ukrainienne pendant la révolution, il devint un personnage central du combat indépendantiste des Ukrainiens de l'ex-Empire russe. Cette période fut pour lui une période de grande évolution idéologique. Tout comme Józef Piłsudski, il descendit du "tramway rouge à la station Indépendance". Il était un des rares ukrainiens de gauche à accorder une grande importance au développement des forces armées. Il était également capable de s'élever au-dessus des conflits partisans qui conduisaient le jeune état au désastre.

Observant le développement de la situation de plus en plus tragique de la république ukrainienne, il se prononça en faveur d'une action commune avec la Pologne. De sa part, ce n'était pas une manifestation de polonophilie, mais l'effet d'un calcul politique lucide. "Nous - c'est-à-dire l'Ukraine et la Pologne- devons arriver à un accord pour résister à la Russie, écrivait-il. Les références à l'histoire des malentendus polono-ukrainiens passés ne sont pas un argument aux yeux d'un véritable politique contemporain. Les nouvelles conditions exigent également du côté polonais qu'il modifie sa politique passée et l'intérêt vital de la Pologne l'oblige à obtenir une Ukraine indépendante. Ceux des activistes ukrainiens qui nous poussent dans les bras d'une fédération russe sont des gens dépourvus du sens de l'état..."

Cependant, le conflit territorial avec les Ukrainiens entrava la possibilité de collaborer. La question de l'appartenance de la région de Chełm (Kholm en ukrainien) et des districts occidentaux de Volhynie, où il y eut des affrontements locaux, envenima les relations réciproques, mais le vrai obstacle s'avéra être la question de la Galicie orientale. En novembre 1918, on y proclama la République Populaire d'Ukraine Occidentale, ce contre quoi la population polonaise de Lvov s'insurgea aussitôt. L'événement entraîna l'état polonais en cours de formation dans un conflit armé prolongé et sanglant. La République Populaire Ukrainienne qui se fédéra avec l'état d'Ukraine occidentale devint également un acteur officiel du conflit en janvier 1919. Dans les mois qui suivirent, cela rendit impossible toute collaboration antibolchévique entre la Pologne et l'UNR. En effet, le renoncement à Lvov, Tarnopol ou au bassin pétrolier de Boryslav était tout aussi impensable pour le gouvernement de Varsovie qui se trouvait sous la pression de l'opinion publique polonaise, que pour le Directoire qui prenait en compte les intérêts des Ukrainiens de Galicie.

Les conditions permettant de sortir de l'impasse n'apparurent qu'à l'automne 1919. Dès la mi-juillet, le conflit de Galicie fut résolu par les armes au profit de la Pologne et un armistice polono-ukrainien fut signé le 1er septembre. Mais ce fut la situation critique des armées ukrainiennes, encerclées par les bolchéviques et les volontaires de Denikine et épuisées par les épidémies de typhus et de dysenterie, qui imposa l'accord. En novembre-décembre 1919, le gouvernement de la UNR parcourait l'Ukraine en train d'état et convois tirés par des chevaux ; elle vit son territoire se réduire à des dimensions qui ne dépassaient guère celles du mordant refrain de circonstance composé par les "rouges". On y suggérait que le Directoire n'avait sous son pouvoir que les morceaux de rails sous le wagon qui servait de

siège provisoire au gouvernement. On peut le traduire en ces termes : "Hé toi, Directoire / Où est ton territoire? / Dans le wagon, le Directoire / Sous le wagon, le territoire".

Petlura n'avait alors pas d'autre solution que de se rendre à Varsovie pour des négociations politiques personnelles. Sa rencontre avec Piłsudski fut particulièrement fructueuse. Les deux interlocuteurs se firent mutuellement une grande impression : l'audience de l'ataman au palais du Belvédère, la résidence du Chef Suprême de l'État, commença à vingt heures trente et dura jusqu'à cinq heures du matin.

Bien évidemment, l'accord final ne fut pas l'effet de cette seule rencontre : il fut précédé d'une série de négociations difficiles, voire souvent dramatiques. Le traité politique fut signé dans la nuit du 21 au 22 avril 1920 et complété deux jours plus tard par une convention militaire. En contrepartie du renoncement à la Galicie Orientale et à la partie occidentale de la Volhynie, la UNR obtenait une reconnaissance diplomatique. Les armées polonaises et ukrainiennes devaient conduire une opération militaire commune contre l'Armée Rouge, d'autre part le Commandement suprême polonais promettait d'armer trois nouvelles divisions alliées. Une condition d'importance, qui fut l'objet de discussions en coulisses, fut l'introduction de deux Polonais, des hommes de confiance de Piłsudski, dans le gouvernement ukrainien. Stanislaw Stempowski, un propriétaire terrien de Podolie connu dans les milieux francs-maçons devint ministre de l'agriculture, tandis que Henryk Józewski, ancien commandant de l'Organisation Militaire Polonaise de Kiev, devint vice-ministre des affaires intérieures.

Dès sa signature, l'accord d'avril devint l'objet de jugements extrêmes. Il ne manqua pas d'apologètes célébrant la fraternité polono-ukrainienne, mais les détracteurs qui le peignaient dans les couleurs sombres de l'impérialisme ou de l'esprit de capitulation furent tout aussi nombreux. Du point de vue actuel, cet accord se présente plutôt comme l'expression d'une *Realpolitik* lucide dont les deux contractants tiraient des profits. La République Populaire Ukrainienne, que les bolchéviques et les Russes "blancs" venaient d'acculer à la défensive, y apparaît clairement comme le partenaire faible que les Polonais contraignaient à d'importantes concessions. Néanmoins, l'alliance avec la Pologne lui donnait une chance réelle de reconstruire et d'asseoir son propre état. C'est sans doute l'évaluation de l'historien Piotr Wandycz, dans un ouvrage désormais classique, qui est la plus pertinente : (je cite) "L'alliance polono-ukrainienne ne résultait pas de la volonté d'assujettir l'état ukrainien,

mais ce n'était pas, non plus, un accord altruiste dont la Pologne ne devait tirer aucun profit. Comme la plupart des accords internationaux, c'était une résultante d'intérêts communs dans laquelle la partie faible payait de concessions l'aide et le soutien qu'elle obtenait".

Avant même la signature de l'accord d'avril, des unités de l'armée de la UNR furent formées dans le plus grand secret. Les points de recrutement se trouvaient dans la forteresse de Brest-Litovsk, ainsi qu'à Kamenets-Podolski qui, bien que situé en territoire ukrainien, était alors contrôlé par les Polonais. Plus tard, ces deux divisions furent rejointes par l'armée du Général Mykhaïlo Omelanovytch-Pavlenko qui, depuis l'automne, conduisait une guerre de partisans sur les arrières des "blancs" et des bolchéviques. Ainsi, en mai 1920, les forces ukrainiennes comptaient plus de douze mille hommes, officiers et soldats réunis.

L'accord d'alliance avec les Ukrainiens était le dernier atout dont Piłsudski avait besoin pour commencer la partie contre la Russie "rouge". Devançant l'offensive bolchévique qui se préparait en Biélorussie, les régiments polono-ukrainiens attaquèrent en direction de Kiev à la fin d'avril 1920. Au début, la manœuvre rencontra des succès étourdissants dont le couronnement fut la prise de Kiev le 7 mai. La cavalerie polonaise arriva la première dans les faubourgs. Ne rencontrant âme qui vive, un des officiers, avec une patrouille de chevaux-légers et une mitrailleuse, monta dans un tramway qui se dirigeait vers le centre. Peu de temps après, il revint avec huit prisonniers. Les bolchéviques avaient rendu "la mère des villes russes" pratiquement sans combat.

Mais les nuages commencèrent à s'amonceler sur l'avenir de l'expédition polono-ukrainienne. Malgré la prise de Kiev, l'expédition fut un fiasco stratégique, faute d'avoir réussi à désintégrer les forces principales de l'Armée Rouge. L'espoir que la population locale soutienne massivement l'armée de Petlura fut également déçu. La campagne ukrainienne, épuisée par les passages successifs d'armées, se mit en position d'attente. Un second facteur non-négligeable de cette attitude fut la crainte que les "seigneurs polonais", c'est-à-dire les propriétaires terriens dont les biens avaient été démantelés pendant la révolution, ne reviennent sur les territoires de la rive droite du Dniepr dans le sillage de l'armée alliée. De plus, Petlura manqua de temps pour attirer à lui ses compatriotes. Avant même que les institutions de l'état ukrainien n'aient pu se réinstaller sur les bords du Dniepr, les alliés commencèrent à se retirer. Ce qui manqua surtout, c'étaient les quelques semaines nécessaires pour organiser un recrutement à grande échelle pour l'armée de la UNR.

La contre-offensive bolchévique commença à la charnière de mai et juin 1920. L'armée de la UNR subit des pertes sévères dans les combats de retraite. Elle fut particulièrement vaillante lors de la bataille pour conserver ses positions sur le Dniestr. Les combats de la 6ème division du colonel Marko Bezroutchko, regroupée dans la région de Zamość, passèrent également à la légende. Cette division joua un rôle décisif après le tournant stratégique de la mi-août 1920, c'est-à-dire le tournant de la contre-offensive lancée par Piłsudski qui permit de repousser l'Armée Rouge des abords de Varsovie. Vers la fin d'août, la cavalerie de Semion Boudienny, qui venait renforcer l'Armée Rouge en train de battre en retraite, arriva dans la région où stationnait la 6ème division. La réunion des forces "rouges" aurait pu avoir des conséquences catastrophiques et anéantir le succès polonais sur la Vistule. Cependant, l'attaque de Boudienny fut arrêtée aux abords de Zamość, dont la garnison polono-ukrainienne était placée sous les ordres du colonel Bezroutchko. Des unités de la 6ème division participèrent ensuite à la bataille de Komarów qui s'acheva par la dispersion de l'armée de Boudienny. Un officier polonais relate leur combat en ces termes : "Les Ukrainiens se battaient à nos côtés comme s'il s'agissait d'un concours dans un spectacle. Ils ne tressaillirent pas une seule fois." Ce coup d'arrêt à l'irruption d'une Cavalerie très combattive et célèbre pour sa cruauté est un épisode qui sert de référence dans l'histoire de la campagne de 1920. La littérature ukrainienne l'évoque comme un "miracle de Zamość" que les Polonais passent sciemment sous silence.

Dans la liste des reproches que les Ukrainiens adressent à la Pologne figure également "la trahison de Riga". Cette trahison, les Polonais se doivent de la reconnaître avec honte. Après le tournant qui se produisit aux abords de Varsovie et qui fut confirmé par la bataille du Niemen, le gouvernement de la UNR comptait sur le fait que l'allié polonais continuerait l'action militaire. La question de savoir si cela aurait été possible continue à être posée dans les débats actuels des historiens. Fallait-il entreprendre les négociations de paix ou utiliser le tournant favorable sur le front pour poursuivre l'offensive contre les bolchéviques et les repousser des territoires de l'Ukraine et de Biélorussie, ce qui aurait permis d'ouvrir le champ pour des solutions fédératives? Il est certain qu'une partie importante des militaires se prononçaient en faveur de la continuation de l'offensive. Elle était également prônée par les fédéralistes radicaux du camp de Piłsudski, comme le publiciste Tadeusz Hołówko. En janvier 1921, dans les colonnes du périodique "Przymierze", ce dernier fulminait contre les chances que la Pologne avaient perdues. Il expliquait que "deux semaines de poursuite de la

guerre auraient suffi pour que les armées de Petlura arrivent à Kiev", et les négociateurs soviétiques auraient été contraints de reconnaître l'Ukraine indépendante, car "le problème [...] aurait alors été de sauver l'existence-même des bolchéviques". Piłsudski partageait ce sentiment. Pourtant il arriva à la conclusion que la continuation de l'action militaire n'était pas possible. En effet, la majorité de l'opinion publique voulait la paix et l'armée polonaise était très affaiblie par une longue campagne militaire. Dans ces circonstances, on décida de s'asseoir à la table des négociations de paix avec les bolchéviques. Le lieu de la conférence fut établi dans la capitale de la Lettonie, Riga.

Piłsudski s'attendait à d'âpres négociations avec les Soviétiques. Le sort en décida autrement. En effet, depuis juillet 1920, les opposants à la politique du chef d'état travaillaient à le marginaliser. Le paradoxe fut donc que le chef victorieux se trouva écarté des décisions principales concernant la paix, tandis que ses opposants bénéficiaient des fruits de sa victoire. Le Maréchal fut entravé dans son action par l'attitude du Conseil de Défense de l'État majoritairement composé d'opposants au programme fédératif. Or c'était ce corps collégial qui exerçait un pouvoir décisif concernant la formulation des instructions aux délégués pour la conférence de la paix ainsi que, ce qui était tout aussi important, sur la composition nominale de la délégation. Ce n'était pas un hasard si le personnage central de la délégation était Stanislaw Grabski, un des leaders de la Démocratie Nationale. Au cours des pourparlers qui débutèrent à la fin de septembre 1920, la question de la UNR fut abandonnée avec une étonnante facilité au profit de la reconnaissance du mandat du représentant de l'Ukraine Soviétique. Les interlocuteurs polonais cédèrent au chantage de la délégation bolchévique qui menaçait de mettre sur la table la question de la Galicie Orientale, s'ils défendaient l'Ukraine de Petlura. Le négociateur soviétique principal, Adolf Ioffe, posait clairement le problème : "Le pétrole de Galicie pour la Pologne contre le blé ukrainien pour la Russie".

Le traité de paix préliminaire fut signé à Riga le 12 octobre 1920 et entra en vigueur trois semaines plus tard, après l'échange des documents de ratification. À partir de ce moment, le côté polonais devait commencer à retirer ses armées derrière la ligne de frontière établie. Simultanément, les régiments antibolchéviques alliés devaient quitter le territoire consenti à l'Ukraine. L'armée de la UNR se trouvait déjà sur le territoire de la Podolie, dont elle avait précédemment pris le contrôle ; quant aux institutions gouvernementales ukrainiennes, elles parvinrent à Kamenets -Podolski à la charnière d'octobre et de novembre. Sur les territoires du front qui devaient être évacués se trouvait également la 3ème Armée

Russe sous le commandement du général "blanc" Boris Peremykine. Dans le secteur Nord, c'étaient les régiments russo-biélorusses du général Bułak-Bałachowicz qui se trouvaient au-delà des lignes polonaises. Piłsudski plaçait ses derniers espoirs d'obtenir la révision du *statu quo* de Riga dans les forces des anciens alliés. Il comptait sur le fait qu'un soutien discret leur permettrait d'affronter les bolchéviques et de prendre le contrôle d'un territoire sur lequel on pourrait essayer de revenir au plan de fédération. L'aide polonaise consistait en fourniture de nourriture et d'armes, mais aussi dans le maintien d'une sorte de bouclier qui devait permettre aux armées alliées de se regrouper. Un régiment spécial de volontaires commandé par le colonel Sławek devait venir renforcer l'armée de la UNR, tandis que le flanc nord de toute l'opération était protégé par les forces du général Lucjan Żeligowski, les mêmes qui avaient, soi-disant spontanément, pris le contrôle de la région de Wilno à la fin de la première décade d'octobre.

Les plans destinés à inverser le sort de la guerre échouèrent. La veille du jour où l'armée de la UNR devait passer à l'offensive, l'Armée Rouge attaqua les forces ukraino-russes et, après quelques journées d'affrontements, les contraignit à se retirer sur le territoire de la Pologne. L'expédition des "bałachovistes" connut la même infortune malgré quelques succès, comme la prise de Mozyr aux bolchéviques. Ainsi, vers la fin de novembre 1920, les combats menés par les "alliés orientaux" de la République de Pologne cessèrent définitivement.

Près de quarante à quarante cinq mille réfugiés ukrainiens franchirent la frontière polonaise. Environ vingt mille soldats furent placés dans des camps d'internement, à Aleksandrów Kujawski, Kalisz, Łańcut, Pikulice près de Przemyśl, Piotrków et Wadowice, tandis que le gouvernement de la UNR et le personnel de nombreux ministères trouvèrent refuge à Tarnów. C'est dans cette même ville, dans l'élégant hôtel Bristol, que résidait la Rada de la République, autrement dit le parlement émigré. Une dernière tentative de retour au pays en suscitant une insurrection en Ukraine eut lieu en automne 1921. Bien que préparée avec l'aide du renseignement polonais, elle se termina par un échec cuisant : trois cent cinquante neuf partisans de Petlura capturés furent fusillés par les bolchéviques au cours d'une exécution collective près de Bazar en Volhynie.

Les derniers compagnons d'armes devinrent progressivement des hôtes encombrants sur les bords de la Vistule. Leur présence en Pologne était une source de

tensions constantes entre Varsovie et Moscou, tandis que l'aide matérielle aux internés était une source de dépenses importantes pour le budget de l'état. Cela amena à faciliter la ré-émigration des petluristes vers des pays qui les attiraient, comme la France ou la Tchécoslovaquie. Une grande partie d'entre eux resta néanmoins en Pologne. Après la fermeture des camps d'internement, le gouvernement polonais créa à Kalisz un centre pour les anciens combattants appelé Camp Ukrainien (en polonais Stanica Ukraińska). Apparut simultanément une organisation réunissant les émigrés qui portait le nom de Comité Central Ukrainien.

Les possibilités d'action des émigrés s'améliorèrent après 1926, c'est-à-dire après le coup d'état de mai et le retour de Piłsudski au pouvoir. Leur activité politique se développa. Les contacts militaires furent renouvelés et quelques dizaines d'officiers ukrainiens entrèrent dans l'armée polonaise comme officiers contractuels. Un événement important fut l'ouverture à Varsovie de l'Institut Scientifique Ukrainien où l'élite intellectuelle de l'émigration trouva des emplois. Il convient de rappeler ici que cet institut publia la première édition des œuvres complètes de Taras Chevtchenko, ainsi que l'excellente traduction de "Pan Tadeusz" en ukrainien par Maksym Rylski. Les activités qui se développèrent après 1926 entraient dans le cadre du projet prométhéiste, si cher au cœur des piłsudskistes, de soutenir les forces qui à l'avenir "déchireront la Russie sur les coutures des nationalités". Elles étaient aussi une façon de s'acquitter d'une dette de gratitude. La conscience que la Pologne avait abandonné ses alliés en 1920 était à coup sûr un poids pour Piłsudski. Lors d'une visite aux internés ukrainiens dans le camp de Szczypliorno (celui-là même où ses légionnaires avaient été internés au cours de la première guerre mondiale), la seule chose que le Premier Maréchal de la Pologne avait à dire était : "Je vous demande pardon, Messieurs. Je vous demande humblement pardon, il avait été prévu tout autre chose."

